

NOTRE COMBAT POUR LA REPUBLIQUE

En ce début d'année 2015 la France, notre France, la République, notre République, ses valeurs, nos valeurs – Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité - étaient victimes d'odieux attentats. Deux terroristes djihadistes perpétrèrent d'infâmes assassinats tuant douze personnes (journalistes, personnel de Charlie Hebdo, policiers). Cinq autres personnes (une jeune policière municipale, quatre juifs parce qu'ils étaient juifs) allaient être assassinées les jours suivants par un troisième barbare.

Dans un premier temps, la sidération, la stupeur, la peine, la compassion à l'égard des victimes et de leurs familles, la colère ont submergé le cœur des Françaises et des Français, notre cœur. Ils ont su, nous avons su très rapidement nous rassembler, nous unir pour condamner ces crimes, nous dresser pour défendre la République et ses valeurs. A Paris, dans un grand nombre de villes et de villages de France, dans les Hautes-Pyrénées, à Tarbes où nous fûmes deux fois quinze mille à marcher ensemble. Nous nous sommes rassemblés dans l'union, au nom de notre appartenance à cette République qui transcende les croyances, les sensibilités et les engagements politiques, philosophiques. Nous l'avons fait au nom de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité, de la laïcité consubstantielles à la République indivisible. C'est cela que signifie « Je suis Charlie ».

Aujourd'hui, est venu le temps de la réflexion et de l'action.

Il faut saluer le sang-froid et l'humanisme, la rigueur et la sobriété dont ont fait preuve le Président de la République, François Hollande, le Premier Ministre, Manuel Valls, le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, le gouvernement pour maîtriser la situation et permettre de résoudre ce drame avec efficacité. Il faut reconnaître leur capacité à rassembler les Français, les forces politiques républicaines, comme il faut se féliciter de la détermination de celles-là à s'unir pour la République. L'engagement des cinquante dirigeants des pays du monde entier à leur côté, à côté des millions de Françaises et de Français lors de cette marche du 11 janvier constitue le signe incontestable de la solidarité internationale.

Rendons également hommage aux forces de la police et de la gendarmerie, républicaines, qui ont fait preuve d'un grand professionnalisme et d'une profonde humanité à l'égard des otages, qui sont intervenues en exposant leurs vies. Le rapprochement entre le peuple et les forces de sécurité ne doit pas se limiter à ces circonstances. Il faut en assurer la pérennité.

Le Premier Ministre a exposé dans son discours d'hier devant la représentation nationale – discours salué par l'ensemble de l'hémicycle qui s'est retrouvé debout, après l'allocution du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, pour chanter la Marseillaise – un ensemble de mesures de prévention, de répression et de sanctions destinées à se prémunir, se protéger vis-à-vis de toutes les menaces terroristes dont celle du djihad, de neutraliser celles et ceux qui se préparent à passer à l'acte, de les sanctionner sévèrement.

Ce sont, bien sûr, les fonctions et les responsabilités des services de Police, de Gendarmerie, de Justice. Ce sont également les fonctions et les responsabilités de l'école de la République, de la société toute entière, des parents, des élus, du monde associatif.

Le combat pour la République est indissociable du combat pour la Paix, nous en faisons l'expérience. Il n'y a pas d'autres communautés que la communauté nationale. La laïcité, qui reconnaît le droit à la différence au nom de la tolérance et de la liberté de conscience et s'oppose à la différence des droits, nous permet de vivre ensemble car elle place notre appartenance à la République au-dessus de tout. Oui, il faut combattre tout ce qui, à l'intérieur de notre pays comme à l'extérieur, menace la République et donc la Paix.

Dans ce combat pour la paix, évitons deux écueils, la stigmatisation et l'angélisme. Soyons lucides. Les musulmans n'ont rien à voir avec ces entreprises terroristes. Ils en sont les victimes directes – le policier sauvagement abattu par les assassins de Charlie Hebdo était musulman – et indirectes, notamment de la part des mouvements d'extrême-droite. Tout amalgame conduirait au piège qui nous est tendu : la division de la communauté

nationale, la discorde, la haine et, au bout du compte, la République et la paix menacées. En participant aux rassemblements, en dénonçant les crimes des islamistes radicaux, les musulmans ont affirmé leur attachement aux valeurs de la République. Nous devons les conforter dans ce mouvement. Mais ce sont eux les mieux à même de mener ce combat.

Ce combat pour la paix exige la résolution du conflit Israélo-Palestinien. Il est grand temps que l'Etat palestinien soit reconnu, qu'Israël et Palestine puissent se reconnaître, coexister et vivre enfin en paix, chacun sur leur propre territoire.

Ce combat pour la paix passe évidemment par la lutte implacable contre le racisme, tous les racismes, contre l'antisémitisme.

Le combat pour la République est indissociable du combat social. L'exclusion, sous toutes ses formes, ce n'est ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternité. Le combat pour l'intégration, pour l'insertion sert celui pour la République. La lutte contre le chômage, pour l'emploi, contre les ghettos, pour la mixité sociale dans les quartiers, les écoles, la commune, pour un urbanisme garantissant cette mixité sociale sert le combat pour la République.

Ce combat c'est aussi celui de la pédagogie. Il faut sensibiliser et apprendre, aux élèves dans les écoles, aux enfants et aux jeunes, aux adultes aussi, chez eux, dans leur quartier, dans l'entreprise les valeurs de la République : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité.

C'était le combat de Jean Jaurès. C'est le nôtre, celui des républicains!

Tarbes le 14 janvier 2015

Bernard Bessou